

**Compte rendu de Il Guardasigilli del regime.
L’Itinerario politico e culturale di Alfredo Rocco et ” Il
Ruolo di Alfredo Rocco alla Società delle Nazion;
Documenti inediti ”**

Judith Bonnin

► **To cite this version:**

Judith Bonnin. Compte rendu de Il Guardasigilli del regime. L’Itinerario politico e culturale di Alfredo Rocco et ” Il Ruolo di Alfredo Rocco alla Società delle Nazion ; Documenti inediti ”. Encyclo. Revue de l’école doctorale ED 382, Université Sorbonne Paris Cité, 2013, pp.204-208. hal-00944221

HAL Id: hal-00944221

<https://hal-univ-paris.archives-ouvertes.fr/hal-00944221>

Submitted on 10 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

JUDITH BONNIN*

GIULIA SIMONE, *IL GUARDASIGILLI DEL REGIME.*
L'ITINERARIO POLITICO E CULTURALE DI ALFREDO ROCCO,
MILANO, FRANCOANGELI, 2012, 240 P.

ET

« IL RUOLO DI ALFREDO ROCCO ALLA SOCIETÀ DELLE NAZIONI ;
DOCUMENTI INEDITI », *CLIO*, 2012, 1, P. 29-48

Giulia Simone est actuellement assistante de recherches au Département de Sciences politiques, juridiques et d'études internationales de l'Université de Padoue. Ses recherches portent surtout sur le nationalisme et fascisme italiens, ainsi que sur la figure d'Alfredo Rocco, éminent juriste et homme d'État qui fut notamment Ministre de la Justice de Mussolini entre 1925 et 1932. L'ouvrage et l'article ici présentés, disponibles seulement en langue italienne, comptent parmi ses récents travaux sur cette figure.

Le premier, est tiré de la thèse de l'auteur, soutenue en 2011 à l'Université Ca'Foscari de Venise. Il cherche à rendre compte, dans toute leur complexité, de la vie et des engagements d'Alfredo Rocco.

Quant à l'article de la revue *Clio*, il est le fruit de recherches plus ciblées, réalisées dans le cadre d'un cours de perfectionnement suivi en 2008 au laboratoire ICT (Identités – Cultures – Territoires) de l'Université Paris Diderot - Paris 7 sous la direction de Manuela Martini. Il opère un focus sur l'action menée par le représentant de l'État fasciste italien au sein de la Société des Nations et de ses différents organismes culturels, à Paris et à Genève, entre 1925 et 1935.

La volonté d'écrire une biographie totale

L'objectif de la thèse de Giulia Simone était de rendre compte de toutes les dimensions de « l'itinéraire politique et culturel » du « Garde des Sceaux » du régime fasciste. Alfredo Rocco est en effet un personnage central de la construction politique et juridique de l'État totalitaire fasciste. Il est connu comme son principal idéologue, celui qui lui a donné ses bases juridiques.

Logiquement, l'importance de l'homme et de sa pensée avait donc déjà été bien établie et renseignée par l'historiographie, et l'ambition de l'auteur était, au-delà de la figure du juriste, de confronter l'homme public et privé.

* Laboratoire Identites-Cultures-Territoires ICT (EA 337).

Mais de son aveu même, cette ambition s'est heurtée à l'absence d'un réel fonds d'archives privées. Elle a donc dû procéder par la multiplication et le recoupement d'autres archives privées : celles des contacts et relations d'Alfredo Rocco, comme celles des institutions par lesquelles il est passé, et ce depuis sa naissance à Naples en 1875 jusqu'à sa mort en 1935. De fait, si l'homme privé apparaît très peu et s'efface souvent derrière la description des sphères qu'il a fréquentées, les nombreuses archives utilisées, souvent inédites, apportent indéniablement une lumière nouvelle sur la pensée d'Alfredo Rocco et donnent vie à l'Italie nationaliste et fasciste du premier vingtième siècle.

Le plan adopté en sept chapitres n'est ni strictement chronologique ni totalement thématique. Les trois premiers chapitres retracent les étapes de son engagement politique, du parti radical au libéralisme, puis au nationalisme, avant son ralliement au fascisme. Le quatrième chapitre s'attarde à décrire la manière dont il a vécu et théorisé la guerre à partir de l'expérience de la guerre de Libye et de la Première Guerre mondiale. Les deux chapitres suivants abordent sa vision de la loi et de la société. Le dernier chapitre restitue ce que furent les trois dernières années de sa vie après qu'il ait été évincé du gouvernement.

Son engagement politique, du radicalisme au fascisme

Le premier chapitre revient sur l'absence d'archives privées à laquelle l'auteur a été confrontée pour saisir les premières années de la vie d'Alfredo Rocco. Parmi des sources très discordantes, dont des biographies partiales, G. Simone cherche alors à éclaircir ses premiers engagements politiques. Elle déconstruit par exemple la thèse de son contemporain, Nazareno Mezzetti, qui en fait un jeune socialiste afin de rapprocher facticement son parcours de celui de Mussolini¹. L'auteur retranscrit alors pas à pas son questionnement dans ce méandre de sources contradictoires. De ce tri ressortent quelques certitudes, et notamment l'engagement radical de Rocco en 1907 au nom de la défense des classes moyennes. La chronologie fine de sa vie et de ses pérégrinations italiennes – depuis Urbino où il obtient son diplôme d'enseignement en 1899, jusqu'à Padoue où il obtient la chaire de droit commercial en 1910 – est posée et l'on comprend que le fil rouge de sa pensée est sa conception particulière du rôle de l'État. Pour lui, l'individu n'est notamment pas propriétaire de ses droits : ils ne sont qu'une concession étatique toujours révoicable.

En dépit des étiquettes politiques successives prises par Alfredo Rocco, ce qui est démontré ici, c'est la cohérence de sa pensée. Ses positions radicales, soucieuses de ne pas promouvoir la conquête du pouvoir par une seule classe, et donc de ne pas lier l'État à des intérêts particuliers, sont ainsi en phase avec son futur engagement nationaliste. De même, passé de radical

¹ Nazareno Mezzetti, *Alfredo Rocco nella dottrina e nel diritto della Rivoluzione Fascista*, Roma, Pinciana, 1930, p. 42.

à libéral, il adopte d'emblée une position critique. L'enjeu est pour lui de contribuer à la réorientation du libéralisme vers plus de nationalisme.

Le deuxième chapitre nous plonge dans l'Italie en guerre des années 1910, combattant en Libye et agitée par un fort irrédentisme. La conversion de Rocco au nationalisme passe à travers le laboratoire padouan. Enseignant dans la ville depuis 1910, à la fin de l'année 1913, Alfredo Rocco change à nouveau de courant politique et refonde la section padouane de l'Association nationaliste italienne (Ani). Ses positions sont alors nationalistes et patriotiques, guidées par l'idée de la nécessaire expansion militaire de l'Italie. G. Simone fournit un outil majeur pour la compréhension du mouvement nationaliste : un fichier biographique étoffé sur les quarante-quatre membres de cette section de l'Ani.

Puis dans le troisième chapitre, elle s'attarde sur l'engagement nationaliste de Rocco, qui perdure jusqu'à la fusion de ce mouvement avec le parti fasciste en 1923. L'année 1913, est celle de l'entrée du premier nationaliste au Parlement, ainsi que celle de la première participation d'Alfredo Rocco à un Congrès nationaliste. Ce troisième congrès marque une étape importante : outre l'interdiction de la double appartenance politique, il marque un accord entre A. Rocco et Filippo Carli sur la politique économique à mener en Italie. Notre juriste développe alors différentes théories : il préconise la formation de « syndicats industriels » de type corporatiste et l'abandon de la libre concurrence au nom de la solidarité nationale.

Parallèlement à son engagement partidaire, A. Rocco s'engage dans plusieurs titres de la presse nationaliste. S'il a publié de multiples articles et essais politiques, l'auteur, devant l'ampleur du corpus, a fait le choix d'étudier seulement les deux titres dont il a été le directeur et qui ont été peu étudiés : *Il Dovere Nazionale* et la revue *Politica*.

Guerre et impérialisme

Dans ce quatrième chapitre, G. Simone revient sur l'idéologie impérialiste d'Alfredo Rocco, mûrie notamment au cours de la guerre de Libye qu'il pense comme inéluctable, fruit de la nécessité pour une nation aussi jeune que l'Italie, de se souder par confrontation à un ennemi commun. 1911 est en effet à la fois le cinquantenaire de l'unité nationale et l'année de l'occupation de Tripoli. L'histoire du monde pour Rocco n'est pas celle d'individus mais de nations, et s'inscrit dans le sang. Son discours est idéaliste : la guerre est pour lui une nécessité politique à la finalité plus spirituelle que matérielle, porteuse d'une vertu régénérante qui sauvera la civilisation du XX^e siècle.

C'est ainsi que les nationalistes font campagne contre le neutralisme, pour la promotion de l'idée nationale et de l'entrée en guerre, afin de satisfaire l'irrédentisme italien et ce qu'ils estiment être les légitimes prétentions de l'Italie sur la Méditerranée. La reconquête du Trentin est notamment motivée par l'idée de libérer leurs « frères ». Ne tolérant pas la défaite, le jour même de l'armistice, le 3 novembre 1918, Rocco participe à

la fondation du journal nationaliste, *Politica*, consacré aux sujets de politique internationale et accordant une grande place au thème de la victoire mutilée. Il participe également au Comité pour Fiume et préconise une politique étrangère ayant pour base l'impérialisme. En soutenant l'appartenance italienne de Fiume, Alfredo Rocco se met alors dans une situation paradoxale : juriste, il se retrouve à soutenir la tentative insurrectionnelle de Gabriele d'Annunzio. Mais il justifie la nécessité de créer une nouvelle légalité en présentant le Parlement et le gouvernement comme incarnant la décadence de l'État.

Alfredo Rocco n'a lui-même pas participé à la guerre, il a été réformé pour déficience thoracique et cherché à se faire engager comme « volontaire ». Son rôle durant cette période est apparemment très difficile à saisir, du fait de sources lacunaires. Affecté au service P de l'armée, il aurait été chargé de la propagande, de la vigilance et de l'assistance aux soldats. Ce qui est certain, c'est que son action n'est pas décisive.

Théorisation et mise en place du régime fasciste

Parmi les grandes lignes structurantes de sa pensée, on compte la critique de l'État désorganisé. Après la guerre, il est élu en 1921 au Parlement, sur une liste de bloc national. Il est alors antidémocrate et antiparlementaire. Puis dans les années 1920 il est sous-secrétaire aux ministères du Trésor et des Finances, Président de la Chambre des députés, avant d'être nommé en 1925 ministre de la Justice et des Affaires du Culte. Il théorise alors et met en place un nouvel État, au travers d'une réelle révolution juridique. Il pense notamment la suppression de la séparation des pouvoirs au bénéfice d'un État souverain au-dessus des partis. Il crée un nouveau droit et l'État fasciste, notamment en refondant le code pénal.

Dans la pensée de la relation entre État et masse populaire, il inverse la perspective, dorénavant l'État n'est plus une garantie pour les individus. De plus, tout opposant est un ennemi politique, qui s'oppose au « citoyen ». L'État, d'organisation juridique, devient une communauté nationale à laquelle le citoyen appartient sur des critères notamment raciaux. La lutte des classes étant pensée comme la première cause de la désorganisation économique, le droit de grève est dénoncé.

En 1932, dix ans après la Marche sur Rome, Rocco semble ainsi proche de Mussolini. Tout ce qu'il avait imaginé et inventé est devenu loi. Mais le 20 juillet 1932, le Duce le remercie par un simple télégramme. Il devient, dans la foulée, recteur de l'Université de La Sapienza de Rome où il travaille à étudier et systématiser le nouvel État qu'il a contribué à créer et développe notamment « la théorie organique » sur la personnalité de l'État.

Société et monde industriel

En 1919, il oppose le « pays légal », représenté au Parlement, et le « pays réel », composé des nouvelles élites productives. Son raisonnement s'affermi au lendemain de la victoire électorale de 1913 où le Parti nationaliste est investi par la droite issue du monde industriel et professionnel.

Sa pensée de la société est organique. Les besoins des hommes selon lui ne sont pas que matériels, comme le prétendraient le libéralisme et le socialisme, mais immatériels, spirituels, moraux, le premier d'entre eux étant le sentiment d'appartenir à un tout, à la nation.

Pour répondre à tous ces besoins, il faut selon lui augmenter la production, le protectionnisme et l'expansion italienne à l'étranger. Les travailleurs et entrepreneurs doivent agir pour le bien collectif, sans conflits sociaux, d'où la création d'unions sous forme de syndicats mixtes qui remonteraient, selon Rocco, au vieux syndicalisme italien.

La fin de sa vie

Si à partir de 1932, Alfredo Rocco n'est plus au gouvernement, il dispose toujours de nombreux soutiens tant en Italie qu'à l'étranger. En 1934, il devient par exemple le premier italien membre *honoris causa* de l'Université de Nancy. La maladie qui l'emporte en 1935 l'empêche cependant de s'y rendre. Politicien et homme de gouvernement, Alfredo Rocco n'a jamais cessé d'être un universitaire. Ses funérailles témoignent de cette double casquette : son décès est annoncé par le pouvoir mussolinien à la radio, tandis que la cérémonie a lieu à La Sapienza et que son cortège est retransmis par les médias.

Un relais de la propagande fasciste : Alfredo Rocco à la Société des Nations

Cet article aborde un aspect inédit de l'action publique d'Alfredo Rocco : l'aspect culturel et international. Il est issu de recherches menées à Paris dans les archives de l'Unesco et de l'analyse de documents inédits concernant le fonctionnement de diverses institutions culturelles de la SDN. Y est enfin joint en appendice un texte inédit de Rocco sur la coopération intellectuelle (1935).

Dès 1925, A. Rocco représente l'Italie à la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle basée à Genève, ainsi qu'à l'Institut International de Coopération Intellectuelle dont le siège est à Paris. Mais, privilégiant son action ministérielle, il y est peu présent jusqu'en 1929, année où il commence la promotion de la Commission Nationale Italienne de Coopération Intellectuelle créée en 1928 et dont il est le président. La CNICI, voulue par la SDN, réunit des intellectuels italiens de tous horizons et devient vite un outil permettant à la dictature de contrôler les échanges avec les pays étrangers. Alors plus présent à Genève et Paris, il organise désormais de nombreux événements culturels à forte résonance européenne, le plus important ayant été la tenue en 1934 d'un congrès sur « les arts contemporains et la réalité » et sur « l'art et l'État » à Venise, en même temps que la biennale. Il apparaît alors clairement que Rocco utilise la SDN dans une optique d'impérialisme culturel, comme un instrument de la propagande fasciste. Ne croyant qu'en des rapports internationaux basés sur la force, il ne pense aucunement la SDN comme un super État, seulement comme un moyen de sauvegarder et défendre les intérêts de sa nation.

C'est la même volonté de promouvoir le fascisme à l'étranger qui pré-
lude en 1928 à la création de l'Institut pour la Cinématographie Éducative.
A. Rocco, qui le dirige aussi, souhaite se saisir des énormes potentialités
éducatives du cinéma ainsi que des retombées positives en termes d'image
pour l'Italie. Il diffuse dans plus de cinquante langues différentes sa revue et
lors de son premier congrès international à Rome le 19 avril 1934, se
réunissent plus de quatre-cent participants. C'est là la dernière apparition
d'Alfredo Rocco. L'IICE ne lui survit d'ailleurs pas longtemps : il ferme en
1937, signe du blocage de la coopération internationale.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

DOSSIER THÉMATIQUE : « LES LIEUX DU CORPS : POLITIQUE ET ÉMANCIPATION »

Alice CARABÉDIAN, Anders FJELD, Rémi ZANNI

Les lieux du corps

Paula VASQUEZ LEZAMA

Malades, disparus et suppliciés : l'in-corporation de la violence sociale et politique au Venezuela

Tony FERRI

Le corps face aux pénalités contemporaines d'enfermement

François REYSSAT

Travail sale et sale boulot, de la résistance à l'émancipation. Les ouvriers du nettoyage en région parisienne

Miguel CASTELLO

La vie sans corps, un problème politique

Jean-François BISSONNETTE

Entre émancipation et paranoïa :

la « propriété de soi-même » comme motif aporétique de la sensibilité politique moderne

Marco ANGELLA

Corps, travail, émancipation. Au-delà de la reconnaissance

Cornélia MÖSER

Our bodies-ourselves ? Discrimination et émancipation corporelle dans la pensée féministe allemande

Camille LOUIS

Le corps au travail de son émancipation.

Gestes politiques et processus artistiques à partir du projet *Autour de la table*

Éléonore ANTZENBERGER

Pierre Molinier, le corps réinventé

Adrien CASCARINO

Scarifications et politique : destructions et (re)constructions des corps

Camila ARÊAS

Le voile comme véhicule politique et utopique du corps : émancipation sociale et investissement territorial

VARIA

Maria Dolores AMAT

La pratique socratique de Hannah Arendt et Leo Strauss

Olga Nadezhna VANEGAS

La raison publique : un consensus qui cache une forme de domination ?

Laurent AUCHER

Espace matériel, espace mémoriel du groupe dominant

RÉSUMÉ DE THÈSE

Wu HUIYI

Traduire la Chine au XVIII^e siècle : les jésuites français traducteurs de textes chinois et la reconfiguration des connaissances européennes sur la Chine (1687-ca. 1740)

COMPTES RENDUS

Judith BONNIN

Giulia Simone, Il Guardasigilli del regime

Malcom FERDINAND et Pauline VERMEREN

Groupe de lecture « post/dé/colonial/ité/isme »

RÉSUMÉS, MOTS-CLÉS ET BIOGRAPHIES DES AUTEURS

